



www.journaldumali.com

# Journal du Mali

N°480 du 20 au 26 juin 2024

L'hebdo

## MÉMORANDUM DU M5

CHOGUEL MAÏGA ASSUME

## MOODY'S

MAUVAISE NOTE POUR LE MALI

## J.O

EXPOSITION SUR LES ATHLÈTES

**EDM**

# LES MAUVAIS PAYEURS DANS LE VISEUR

Plusieurs services de l'administration publique doivent beaucoup d'argent à EDM dont la direction semble engagée dans une dynamique pour recouvrer les impayés qui s'élèvent à des milliards de francs CFA.

**GRATUIT**

Ne peut être vendu

# 6 MOIS DE PLUS AVEC CANAL+

REABONNEZ-VOUS  
A VOTRE DERNIERE FORMULE  
ET TENTEZ DE GAGNER 6 MOIS  
A LA MEME FORMULE

SECRET  
STORY

SAUREZ-VOUS GARDER LE SECRET ?  
TOUS LES JOURS SUR CANAL+ ET 24H/24 SUR CANAL 99

POP

## ÉDITO

Mouhamadou Touré

Les grandes douleurs sont muettes. Que pouvons-nous face à la mort ? Si ce n'est constater notre condition d'homme et notre impuissance. La mort d'un proche, d'une connaissance, est toujours douloureuse, mais les circonstances rendent souvent cette épreuve encore plus amère. Face à certains décès, on se retrouve bien malgré nous à penser au sens de la vie, à chercher des réponses qui nous échappent. Pourquoi continuer à courir, à se démener, alors que tout peut s'arrêter brusquement du jour au lendemain ? Les plus religieux d'entre nous répondent souvent que cette vie n'est qu'un chantier qui nous permet de construire notre au-delà. Je l'avais déjà écrit il y a quelques semaines, l'une des caractéristiques de l'être humain est sa capacité à oublier, ou du moins à mettre entre parenthèses, mais il est difficile d'effacer les douleurs. C'est cette capacité qui nous permet d'avancer. Même face à la brièveté de l'existence et au fil si fin qui sépare la vie de la mort, c'est ce qui nous fait nous projeter, dessiner les contours que l'on souhaite donner à notre vie. Il est bien triste que ce soit le décès d'un très proche qui nous fasse redescendre sur terre et nous ramène à notre condition de mortel. Nous avons été particulièrement éprouvés cette semaine par l'annonce du décès d'un confrère. Mouhamadou Touré, un journaliste de talent parti si tôt, et dont l'image inonde les réseaux sociaux, accompagnée d'une pluie d'hommages sur son intégrité, sa rigueur, sa sociabilité ou encore sa nature joviale. La nouvelle de son décès, le jour de la fête de Tabaski, en a dévasté plus d'un, moi y compris. Mouhamadou nous a devancés pour l'ultime voyage dont nous devons tous emprunter le chemin un jour ou l'autre. Requiescat in pace, estimé confrère. À jamais, tu resteras gravé dans nos mémoires.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE

# 51,8 degrés

C'est la température enregistrée en Arabie Saoudite le 17 juin alors que plusieurs musulmans du monde entier se trouvent dans le pays pour accomplir le pèlerinage. Plus de 900 morts en raison de la chaleur ont été dénombrés par l'AFP.

ILS ONT DIT...

• « Je salue le peuple malien, car en cette période, nous avons des difficultés, notamment l'électricité. Je remercie donc le peuple pour sa patience et souhaite lui dire que nous sommes en train de tout faire pour mettre en place des solutions afin que la crise énergétique soit un mauvais souvenir bientôt ». **Colonel Assimi Goita, président de la transition**, 17 juin 2024.

• « La Côte d'Ivoire est aujourd'hui la 9ème économie du continent, la 3ème économie d'Afrique francophone et la 2ème économie de l'Afrique de l'ouest après le Nigeria (...) Sur le plan économique, la Côte d'Ivoire continue de démontrer sa résilience après la pandémie du Covid. La dynamique économique promet un taux de croissance qui devrait s'établir à 7% sinon plus, sur la période 2024-2027 ». **Alasane Ouattara, président de la Côte d'Ivoire**, 18 juin 2024.

UN JOUR, UNE DATE

20 juin 1991 : Berlin redevient la capitale de l'Allemagne, en cours de réunification.



Les Boston Celtics sont devenus champions NBA après leur victoire en finale face aux Dallas Mavericks. C'est le 18ème titre pour les Celtics qui deviennent l'équipe la plus titrée de l'histoire de la NBA.



Le conseil supérieur de la communication du Burkina Faso a annoncé le 18 juin suspendre pour six mois la chaîne TV5 Monde l'accusant de diffuser des propos tendancieux après une émission abordant la situation sécuritaire.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a prêté serment à Pretoria pour un second mandat de cinq ans. Il devra néanmoins partager le pouvoir avec l'opposition, l'ANC n'ayant pas eu, pour la première fois en 30 ans, la majorité absolue à l'assemblée. 19 juin 2024.

# EDM-SA : AUX TROUSSES DES MAUVAIS PAYEURS

Énergie du Mali (EDM-SA), qui assure la fourniture de l'électricité dans le pays, croupit sous le poids des dettes depuis des années. Plusieurs services de l'Administration publique doivent beaucoup d'argent à cette société, dont la direction semble désormais résolue à se faire payer. Alors que la crise énergétique perdure depuis bientôt une année, le recouvrement de ces débits, de plus de 90 milliards de francs CFA, pourrait contribuer en partie à l'amélioration de la distribution du courant électrique et à la diminution des délestages.

MOHAMED KENOVI

**H**alte aux mauvais payeurs ! Le geste en a surpris plus d'un et continue de faire couler beaucoup d'encre. Le 11 juin 2024, EDM a coupé l'alimentation en électricité dans certaines agences de la Société malienne de gestion de l'eau potable (SOMAGEP), en raison d'importants arriérés de factures. « Les services de recouvrement d'EDM sont passés à la SOMAGEP. Quelques agences commerciales ont été coupées. Cependant, la Direction générale et les unités de production n'ont pas été touchées. Des actions sont en cours pour faire face aux factures impayées », a confirmé dans la foulée à Studio Tamani Abdoul Karim Koné, Chargé de communication de la SOMAGEP. Selon nos informations, les impayés cumulés de la SOMAGEP, à eux seuls, s'élèveraient à plus de 33 milliards de francs CFA. Cette société sœur d'EDM-SA est-elle la première sur la liste d'une campagne de recouvrement en vue ? Contacté par nos soins, le département de la Communication d'EDM-SA n'a pas donné suite à nos sollicitations. Mais tout porte à croire que la Direction générale de la société ne s'arrêtera pas en si bon chemin, d'autant plus que la liste des mauvais payeurs de la société est longue.

**Plus de 90 milliards dus** Départements ministériels et même Présidence de la République, établissements publics à caractère administratif, structures relevant du

Budget national et des budgets régionaux ou autonomes. Presque toute l'Administration publique malienne cumule des mois, voire des années, de factures impayées à EDM-SA, pour de l'électricité déjà consommée ou des travaux réalisés pour son compte. Selon une enquête menée par nos confrères de l'hebdomadaire Le Soft en mars dernier, les factures impayées d'électricité des services publics du Mali se chiffraient à la somme de 90 213 726 071 francs CFA à la date du 7 février 2024. La Présidence de la République, la Primature et les départements ministériels cumuleraient plus de 21 milliards de factures impayées, plus d'un milliard au niveau de la Présidence et plus de 200 millions à la Primature. Dans le lot des services administratifs regroupant les directions nationales, les services déconcentrés de l'État, les directions d'académies

**Les factures impayées d'électricité des services publics du Mali se chiffraient à la somme de 90 213 726 071 francs CFA à la date du 7 février 2024. La Présidence de la République, la Primature et les départements ministériels cumuleraient plus de 21 milliards d'impayés.**

d'enseignement, les camps militaires, entre autres, la seule Direction de l'académie d'enseignement de la Rive gauche du District de Bamako présente à elle seule une ardoise de 3 471 360 470 francs CFA. La Direction générale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique suit, avec 1 757 697 969 francs de factures impayées.



La société Energie du Mali, confrontée à une grave crise de trésorerie, semble dans la dynamique de recouvrer ses impayés auprès des structures étatiques.

Alors qu'elle croupit sous le poids de la dette auprès des banques, selon certains analystes, EDM-SA pourrait améliorer sa trésorerie et mettre fin, ou du moins diminuer significativement, les coupures d'électricités auxquelles elle est contrainte depuis des mois, si la totalité des montants qui lui sont dus sont recouverts. D'où la nécessité d'inclure une campagne de recouvrement des impayés parmi les actions amorcées pour la résolution de la crise énergétique.

**Problème récurrent** De gros montants de factures impayées à EDM-SA par l'administration malienne, la situation n'est pas nouvelle. Depuis plusieurs années, le problème persiste sans être véritablement résolu. Non seulement les structures concernées ne règlent pas les anciennes factures, mais elles continuent de les accumuler

au fil des mois et des années. En 2017, Dramane Coulibaly, alors Directeur Général d'EDM-SA, avait amorcé une vaste campagne de recouvrement des créances, estimées alors à plus de 40 milliards de francs CFA. Sous sa direction, l'entreprise publique de distribution de l'électricité avait élaboré des orientations stratégiques parmi lesquelles, entre autres, le renforcement du contrôle et de la lutte contre la fraude et les déviances, le dimensionnement des investissements par

la planification stratégique, la réduction des tensions de trésorerie et des risques fiscaux et l'amélioration substantielle du niveau des recouvrements. « EDM SA est une société commerciale qui distribue de l'électricité aux clients et, en retour, ceux-ci doivent s'acquitter de leurs factures pour la bonne marche de la société. Le but n'est pas d'humilier quelqu'un,

## REPÈRES

### 90 213 726 071 FCFA :

Factures impayées d'électricité des services publics du Mali en février 2024

### 33 242 942 739 FCFA :

Factures impayées cumulées de la SOMAGEP

### 300 milliards FCFA :

Montant de la dette bancaire d'EDM-SA

mais de faire en sorte de maintenir EDM-SA debout. À Énergie du Mali, tous les clients sont égaux. C'est pour cette raison que chacun doit s'acquitter de ses factures afin de mieux contribuer au fonctionnement, à la distribution et à la performance financière de la société », avait tancé l'ancien Directeur général. Plusieurs institutions de la République, à l'instar de l'Assemblée nationale et de départements ministériels, ainsi que de grandes entreprises de la place avaient fait les frais de cette campagne de recouvrement en étant momentanément privés d'électricité par EDM-SA. À l'époque,

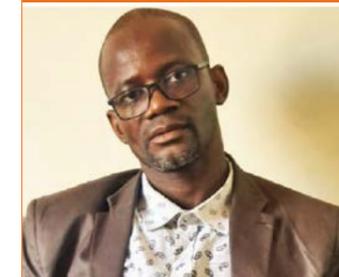
seuls la Présidence de la République, la Primature, le ministère des Affaires étrangères ou encore les services de l'Armée malienne étaient en règle avec Énergie du Mali. Mais cette politique de recouvrement des créances fera long feu. Dramane Coulibaly sera relevé de son poste de Directeur général d'EDM-SA en mars 2018, après juste deux années aux commandes. Selon certaines indiscretions, sa gestion, bien qu'ayant permis à la société de recouvrer d'importantes sommes, aurait provoqué l'ire de certains caciques du régime de l'époque. Pour certains, la période actuelle de transition, où la lutte contre la corruption et la mauvaise gestion des biens publics est érigée publiquement en combat prioritaire des autorités, est un moment propice pour recouvrer les sommes que l'Administration publique doit à EDM-SA.

**Actions diverses** Outre les montants faramineux des factures impayées qui handicapent significativement la bonne marche d'EDM-SA, la situation de crise énergétique à laquelle elle n'arrive

pas à faire face efficacement depuis des mois est due à plusieurs autres facteurs dont, entre autres, l'augmentation de la demande en énergie et les difficultés d'approvisionnement en hydrocarbures. Avec l'engagement des plus hautes autorités de la Transition, certaines pistes de solutions ont été amorcées sur le court et le moyen terme. Le 7 mars 2024, un protocole d'accord de gestion de la dette bancaire d'EDM-SA a été signé entre le ministère de l'Économie et des finances et l'Association professionnelle des banques et établissements financiers du Mali (APBEF-Mali), consistant à atteler la période de remboursement de ladite dette (plus de 300 milliards de francs CFA), sur une période de 10 ans, à un taux voisin du taux du guichet marginal de la BCEAO, avec un différé de paiement d'une période d'un an. « Cette restructuration de la dette bancaire nous permettra d'avoir plus de trésorerie disponible », avait salué le Directeur général d'EDM-SA, Amadou Djibril Diallo, qui avait par ailleurs annoncé une poursuite de l'amélioration de la gouvernance, la diminution des charges et la digitalisation des services pour les flux d'encaissement essentiels dans la gestion de la crise. Dans le cadre des efforts consentis vers la souveraineté énergétique dans les prochaines années, le Président de la Transition a également récemment lancé la construction d'au moins trois centrales solaires dans le pays (200 MW sur 314 hectares à Sanankoroba, 100 MW sur 228 hectares à Safo et 100 MW sur 120 hectares à Tikadougou-Dialakoro).

Par ailleurs, pour renforcer le parc de production de la société Énergie du Mali, le Chef de l'État a remis au département de l'Énergie le 6 juin 2024 un premier lot de 15 groupes électrogènes, qui sera complété par un second lot de 10 groupes pour un total d'une capacité totale de 27,25 MW. ■

## 3 QUESTIONS À



### PR. ABDOUL KARIM DIAMOUTÉNÉ

Enseignant-chercheur à la FSEG

**1 EDM a récemment coupé l'électricité dans certaines agences de la SOMAGEP en raison d'arriérés. Comment réagissez-vous face à cette posture ?**

C'est une bonne méthode que j'apprécie beaucoup. La SOMAGEP est une société qui fait rentrer de l'argent, différente des structures de l'administration publique pure qui, elles, ne génèrent pas de revenus. C'est donc tout à fait normal qu'elle puisse prendre en charge sa consommation en électricité.

**2 EDM doit-elle se lancer dans une campagne globale de recouvrement auprès des autres structures de l'administration ?**

La plupart des structures ne génèrent pas assez de revenus. Et aujourd'hui, on sait tous les difficultés de trésorerie auxquelles sont globalement confrontées les services de l'administration. Partant de là, je doute que ces structures soient aujourd'hui en mesure de payer tous les arriérés cumulés sur les dernières années qu'elles doivent à EDM même si cette dernière initie une campagne de recouvrement.

**3 Une éventuelle campagne de recouvrement pourrait-elle contribuer à la résolution de la crise énergétique en cours ?**

La principale interrogation est de savoir le montant qu'EDM pourrait en réalité recouvrer sur l'ensemble des impayés. Je ne pense pas que cela puisse avoir un impact significatif sur la gestion de la crise actuelle. ■

## IMPAYÉS, LUTTE CONTRE LA FRAUDE , EDM A ESSAYÉ PLUSIEURS OPTIONS

Face aux difficultés qui ne cessent de croître, EDM-SA a tenté plusieurs solutions pour recouvrer une partie de ses impayées et réduire son gouffre financier.

**BOUBACAR SIDIKI HAIDARA**



EDM a lancé plusieurs opérations pour mettre fin à la fraude sans grand succès.

C'est dans cette dynamique qu'en 2017 le Directeur général d'alors avait amorcé une vaste campagne de recouvrement des créances d'EDM-SA, estimées alors à plus de 40 milliards de francs CFA (lire page 4). S'il est difficile

de mesurer l'efficacité des différentes actions entreprises, aucun bilan chiffré n'étant disponible, la terrible crise énergétique, ainsi les difficultés de la société, sont des indicateurs d'un « échec ». En sus, le changement de stratégie adopté par EDM pour le

recouvrement de ses créances est un autre indicateur. Après le bâton, EDM a avancé la carotte. Elle a lancé le 1er septembre 2022 l'opération Yaffa (pardon). Cette initiative, qui s'étalait sur tout le mois de septembre, avait pour objectif de détecter et de régulariser tous les cas d'irrégularités ou autres anomalies sur les compteurs des clients qui affichaient des consommations non facturées ou anormalement basses. Les clients concernés qui acceptaient durant ce mois de se signaler n'encourageaient aucune poursuite judiciaire ni paiement de pénalités. Selon la Direction générale, la fraude fait perdre à la société Énergie du Mali plus de 7 milliards de francs CFA par an. Une fraude qui entraîne, selon les responsables, un déficit de trésorerie, une baisse de croissance et de rentabilité du réseau de même que la détérioration de

la qualité du service. L'opération, qui n'a pas eu grand écho auprès de la population, n'a pas été un franc succès, selon une source au sein de la société qui a requis l'anonymat. En conséquence, moins d'un mois après, EDM a lancé le 24 octobre 2022 une vaste campagne de recouvrement (Bamako et Centres) de ses factures impayées. Une campagne qui concernait tout client redevable d'au moins une facture échue. L'instabilité au sommet de la société n'aide pas non plus. Nommé le 20 septembre 2023, Abdoulaye Djibril Diallo est le 8ème DG d'EDM en l'espace de 10 ans. Avec le son nouveau directeur, EDM a lancé le 6 juin dernier la modélisation de son réseau. En partenariat avec l'entreprise Compass, les agents ont un mandat jusqu'au 6 juin 2025 afin de collecter des informations auprès des clients, sur les compteurs notamment. L'objectif, selon EDM, est d'avoir une cartographie complète de son réseau et également de lutter contre les fraudes. ■

## EDM-SA : 600 MILLIARDS DE FCFA DE DETTE GLOBALE

Energie du Mali est une société endettée, même très endettée. Principalement due à l'accumulation d'impayés auprès de fournisseurs de carburant et d'électricité et de prêts bancaires, cette dette était estimée à **plus de 600 milliards FCFA en décembre 2023** dont 261 milliards FCFA dû aux banques.

Si la signature du protocole d'accord de gestion de la dette bancaire en mars dernier avec les représentants des banques nationales qui échelonne la période de remboursement sur 10 ans allège un tant soit peu les charges de la trésorerie d'EDM, la société reste confrontée à d'énormes difficultés vis-à-vis de la gestion de la dette envers ses fournisseurs.

En raison d'un montant de **170 milliards FCFA qu'elle devait en 2022 à la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE)**, celle-ci a réduit depuis décembre 2023 ses approvisionnements de 70 % alors qu'elle livrait **100 mégawatts** au Mali dans le cadre d'un accord d'interconnexion électrique entre les deux pays.

L'augmentation par ailleurs des coûts de produc-

tion du thermique aggrave la situation financière déjà peu enviable d'EDM qui ne peut plus payer ses fournisseurs.

La société **vend aujourd'hui son électricité à perte, avec un déficit de 50 francs CFA par kilowatt vendu en moyenne.**

Pour amorcer ces pertes, le gouvernement a adopté le 8 mai 2024 un projet de loi portant modification de la loi n°2023-060 du 22 décembre 2023 portant Loi de finances pour l'exercice 2024, **renforçant l'enveloppe budgétaire affectée à la subvention d'exploitation en faveur d'EDM à hauteur de 30 milliards de F CFA.**



**Notre équipe dynamique,  
pour répondre  
à vos attentes.**



**20 28 00 00**  
**www.afribone.com**



## MÉMORANDUM DU M5-RFP : CHOGUEL MAÏGA ASSUME MAIS RESTE « LOYAL » À ASSIMI GOÏTA

Pour la première fois depuis la publication du mémorandum du M5-RFP en partie critique de la gestion des militaires le 24 mai 2024, le Premier ministre Choguel Maïga s'est exprimé publiquement sur le document à l'occasion de la présentation des vœux de la Tabaski du M5 à son domicile mardi 18 juin.

MOHAMED KENOVI

La question taraudait l'esprit de plus d'un depuis la publication du mémorandum accablant les militaires, à l'occasion de l'an III de la rectification de la transition. Le Premier ministre, non moins président du comité stratégique du M5 de la branche du mouvement qui le soutient, était-il en accord avec le contenu du document qui pointait du doigt en partie la gestion du président de la transition dont il est l'allié ? Si la réponse paraissait déjà évidente en raison de la proximité du signataire du mémorandum, Boubacar Karamoko Traoré, avec le Premier ministre, ce dernier vient de lever définitivement tout équivoque. « Le mémorandum pour lequel Boubacar Traoré est détenu, personne ne peut dire qu'il y a un point là-dedans qui est faux et pendant 11 mois les gens du M5 ont attendu. Ils



Le Premier ministre Choguel Maïga s'est exprimé pour la première fois sur le mémorandum critique du M5-RFP.

aux militaires. « Ils ont essayé pendant 3 ans de nous couper de la base, il n'y a pas parvenus. Maintenant, ils essayent de semer la division au sommet de l'Etat », a dénoncé le Chef du gouvernement, annoncé pour plu-

aux membres du M5 présents pour la circonstance, parmi lesquels le ministre de la Refondation, Ibrahim Ikassa Maïga. « Nous ne devons pas céder aux sirènes de la colère (...) Il faut rester fidèles à nos opinions, aux intérêts supérieurs du peuple malien », a ajouté le Premier ministre.

**Le mémorandum pour lequel Boubacar Traoré est détenu, personne ne peut dire qu'il y a un point là-dedans qui est faux et pendant 11 mois les gens du M5 ont attendu. Ils voulaient parler durant tout ce temps mais j'y étais opposé.**

voulaient parler durant tout ce temps mais j'y étais opposé. Quand l'anniversaire de l'accord est arrivé, je ne pouvais plus rien. L'essentiel c'est de ne jamais dire ce qui n'est pas vrai », a clamé Choguel Maïga devant des membres du M5 dans lors d'une prise de parole à son domicile le lendemain de la fête de Tabaski. Le Premier ministre s'est insurgé contre les détracteurs de la transition qui, selon lui, tentent en vain de le faire passer pour le premier opposant

sieurs fois sur un siège éjectable mais toujours en poste. Si ce jeu du ni démission, ni limogeage se poursuit au sommet de l'Etat, le Premier ministre a montré son « soutien » au président de la transition. « Il ne faut jamais mentir ni manipuler. Ne posez aucun acte de déloyauté vis-à-vis du président parce que c'est Dieu qui a voulu qu'il soit chef de l'Etat. Laissez tout ce qui peut le ternir. Si quelqu'un s'y engage, il le fait en son nom », a-t-il intimé

**Entourage « sacrifié »** Même si le Premier ministre ne veut pas admettre des malentendus entre le président de la transition et lui ou généralement avec les autres militaires, certains observateurs estiment qu'il s'accroche à son poste même au prix du sacrifice de ses plus proches collaborateurs. « Au moins deux ses proches sont arrêtés pour avoir défendu sa cause et le Premier ministre semble incapable de les tirer d'affaire et refuse de démissionner. Tout autre personne dans cette situation aurait depuis jeté l'éponge. Même en mettant en avant l'argument de l'intérêt du pays au-dessus de tout, Choguel Maïga reste un fin stratège politique qui n'hésite pas à sacrifier ses propres partisans pour maintenir un poids

### EN BREF

**MALI – RUSSIE : VERS UNE NOUVELLE DYNAMIQUE DE COOPÉRATION SUR LE PLAN SÉCURITAIRE**



Au cours d'une interview avec le média russe Ria Novosti, mis en ligne le 18 juin, le ministre des Affaires étrangères Abdoulaye Diop a déclaré que le Mali a l'intention d'accélérer la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités militaires du pays avec l'aide de la Russie. Un programme d'achat de matériels militaires est en discussion selon le chef de la diplomatie qui a assuré que la visite d'une délégation russe conduite par le vice-ministre de la défense à Bamako le mois dernier a constitué une étape importante vers le renforcement du partenariat militaire stratégique entre les deux pays. La coopération sur le plan militaire entre les deux pays a pris un nouvel élan depuis le début de la rectification de la « transition » en mai 2021. Plusieurs équipements militaires ont été acquis auprès de la Russie, et des partenaires russes sont également présents en nombre au Mali. ■ **M.K**

politique », glisse un analyste. Après 3 années passées à la primature, le sort de Choguel Maïga semble toujours aussi incertain, même si pour l'heure, beaucoup d'observateurs se gardent désormais de pronostiquer sur son départ. Face au statu quo, les yeux sont depuis tournés vers le CNT. Le Président du Conseil national de Transition, le Colonel Malick Diaw, a annoncé dans son discours d'ouverture de la session ordinaire d'avril, le 8 avril 2024, la convocation prochaine du Premier ministre devant l'organe législatif afin d'évaluer le bilan de son gouvernement. Mais depuis, aucune date n'a encore été fixée. ■



**Notre Data center, une adresse de confiance pour vos serveurs**



20 28 00 00  
[www.afribone.com](http://www.afribone.com)



# NOTATION : MOODY'S MAINTIENT LA NOTE CAA2 DU MALI

L'agence de notation américaine a maintenu la note « hautement spéculative » du Mali dans une nouvelle notation le 11 juin 2024. Les notes de l'émetteur malien sont ainsi confirmées, avec tout de même une perspective stable.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Les tensions politiques persistantes, les graves problèmes de sécurité et la violence continue continuent de nuire gravement à la situation économique, financière et sociale du Mali et reflètent pour Moody's l'annonce de la note Caa2. Pour justifier cette note hautement spéculative, située juste à trois niveaux du défaut de paiement, l'agence de notation américaine pointe la crise politique persistante et l'incertitude autour d'un retour à l'ordre constitutionnel, les élections ayant été reportées sine die. La réduction des subventions internationales, passées de 3% à 0,6% du PIB de 2020 à 2023, selon le site SikaFinance, serait l'une des conséquences de cette situation. En outre, le marché sous-régional des Titres UEMOA, sur lequel le Mali emprunte, offre peu d'alternatives. Entre des soumissions insuffisantes ou des emprunts à des taux prohibitifs, les finances font face à des tensions de liquidité. L'agence relève aussi l'augmentation des dépenses sécuritaires, estimées à 875 milliards de francs CFA pour 2024 et leur prédominance sur les



L'agence de notation américaine Moody's attribue une mauvaise note au Mali.

dépenses sociales en raison de la persistance des affrontements.

**Perspectives stables** Malgré ces risques, la croissance économique continue d'être résiliente et reste estimée à une moyenne de 5% pour les trois prochaines années. Cette croissance sera tirée par les services et l'agriculture. Le taux d'endettement, à 51,65%, reste également modéré, malgré des taux d'intérêt élevés. En 2022, la dette nationale du Mali a été estimée à 9 396 000 000 d'euros, soit une dette publique de 415 euros par

habitant. L'Indice de développement humain (IDH), utilisé pour mesurer les progrès, était de 0,428 points en 2021, classant le pays à la 186ème place du tableau de l'IDH sur 191 pays classés. Dans ses perspectives économiques de 2023, la Banque Africaine de Développement (BAD) a prévu une croissance du PIB réel de 5,3% en 2024, tirée par la reprise de la production de coton et les industries extractives. L'inflation devrait se rétrécir de 2,6% en 2023 à 2,4% en 2024. Le déficit budgétaire reviendrait de 4,8% du PIB en 2023 à 4,1% du PIB en 2024. Pour l'agence de notation Moody's, la note du Mali pourrait être relevée dans la perspective du retour à un ordre constitutionnel. ■

## EN BREF

### UMOA TITRES : LE MALI OBTIENT 21,82 MILLIARDS DE FRANCS CFA

Sur le marché de la dette souveraine de l'UEMOA, le 12 juin 2024, le Mali a mobilisé la somme de 21,82 milliards de francs CFA, pour une demande initiale de 25 milliards contre une offre de 26,82 milliards FCFA. Une situation qui s'explique par une volonté de réduire le coût de la dette, à l'instar des autres pays de la zone. Pour cette émission de la deuxième semaine du mois de juin, le marché des titres de l'UEMOA a enregistré 4 nouvelles sollicitations et une opération de restructuration. Elles émanaient du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Niger. Cette demande de refinancement se chiffrait à 209 milliards de francs CFA contre 155 milliards enregistrés la semaine précédente. Ces opérations, aux titres de maturité d'un mois à 5 ans, ont permis de recueillir 226,7 milliards de francs CFA, soit un taux de couverture moyen de 110,71%. Malgré cette offre, les émetteurs n'ont retenu que 188,69 milliards. Une situation qui s'explique par l'attitude prudente de la Côte d'Ivoire et du Mali, selon le site SikaFinance. Pour le Mali, le taux de couverture du montant mis en adjudication a été de 107,27% et le taux de couverture par le montant des émissions retenues s'est élevé à 87,27% pour des intérêts moyens de 8,5%. **F.M**

## Afrique subsaharienne Recul dans l'accès à l'électricité

Des progrès significatifs ont été accomplis dans l'accès à l'électricité dans le monde depuis l'an 2000, avec une augmentation de 78% à 91%. Pourtant, pour la première fois depuis une décennie, le nombre de personnes vivant sans électricité a augmenté. Elles étaient 685 millions en 2022. Soulignant le caractère indispensable de l'électricité au développement, la Banque

mondiale indique que ce sont 10 millions de personnes supplémentaires qui ont été privées d'électricité par rapport à l'année précédente. Pourtant, des solutions pour inverser cette tendance négative existent, notamment des investissements dans les mini centrales solaires. Pour combler ce déficit, d'importants investissements sont nécessaires, selon le rapport sur les progrès éner-

gétiques de l'Agence internationale de l'Énergie (IEA). Les flux financiers internationaux en faveur de l'énergie propre vers les pays en développement ont connu une augmentation significative dans toutes les régions en développement, sauf en Afrique subsaharienne. Ils ont atteint 15,4 milliards de dollars en 2022, soit une hausse de 25% par rapport à 2021. Un progrès qui n'a pas bénéficié aux pays

d'Afrique subsaharienne, qui ont enregistré une baisse régulière ces 5 dernières années. L'Objectif de développement durable 7 (ODD7) pourrait être donc retardé dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Le niveau de financement atteint en 2022 est d'environ de moitié inférieur au pic observé en 2016, qui était de 28,5 milliards de dollars. ■ **F.M**

# MÉDIAS ET AGENCES DE COMMUNICATION : LES CHIFFRES

Ces infographies sont issues de l'émission Entreprendre diffusée le mardi 7 mai sur TM1. Le thème est , financement des médias : où trouver les fonds ?



**afribone**

**Votre connexion Internet, notre engagement**

20 28 00 00

Facebook, Instagram, Twitter, LinkedIn, YouTube icons

## ÉDUCATION, 250 MILLIONS D'ENFANTS N'ONT PAS ACCÈS

À travers le monde, ce sont 250 millions de filles et de garçons qui n'ont pas accès au système scolaire. Une situation alarmante sur laquelle l'UNESCO attire l'attention. L'Organisation des Nations Unies pour la Culture et l'Éducation révèle en outre le coût colossal de cette situation dans un rapport publié le 17 juin avec l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) et le Secrétariat du Commonwealth.

FATOUMATA MAGUIRAGA



L'agence des nations unies appelle les gouvernements à plus investir dans l'éducation.

Pour relever la plupart des défis actuels, à savoir la réduction de la pauvreté ou encore le changement climatique, l'éducation demeure une ressource essentielle pour y parvenir. C'est pourquoi l'UNESCO, préoccupée par son objectif d'une éducation de qualité pour tous d'ici 2030, sonne l'alerte. Une mobilisation générale qui interpelle les États membres pour remplir leurs engagements afin de faire passer l'éducation de « privilège » à « prérogative » pour chaque être humain. Pour l'organisation, qui appelle à « briser le cercle vicieux », l'éducation reste le meilleur investissement. Elle estime ainsi le coût de la déscolarisation et des lacunes éducatives à 10 000 milliards de dollars par an. À ces pertes il faut ajouter les conséquences sociales désastreuses.

**Un droit non acquis** Alors qu'il est déclaré droit universel depuis 1948, l'accès à l'éducation n'est pas une réalité pour 250 millions d'enfants à travers le monde. Dans les pays à faible et moyens revenus, 70% des enfants de moins de 10 ans ne sont pas capables « de comprendre un texte simple à l'écrit ». Alors que la déscolarisation et les lacunes éducatives font

**La déscolarisation et les lacunes éducatives font perdre à l'économie mondiale 10 000 milliards de dollars par an.**

perdre à l'économie mondiale 10 000 milliards de dollars par an, réduire de seulement 10% la proportion de jeunes quittant prématurément l'école ou n'ayant pas acquis les compétences de base permet-

trait de faire gagner au PIB 1 à 2 points de pourcentage. Ces conséquences économiques sont aggravées par les dégâts sociaux, dont une augmentation de 69% des grossesses précoces chez les jeunes filles. Alors que chaque année d'enseignement secondaire contribue à réduire le risque que les filles se marient et aient des enfants avant 18 ans. Pour permettre aux États d'atteindre leurs objectifs, l'UNESCO formule une dizaine de recommandations. Parmi elles, l'obligation pour les États de garantir à chaque fille et à chaque garçon, une scolarité gratuite, financée sur fonds publics, sur une durée de 12 années minimum. Une scolarité à envisager avec des investissements dans la petite enfance pour assurer très tôt les bases de l'apprentissage et lutter

contre l'inégalité. Des dispositifs de « seconde chance » sont également prévus pour bénéficier à ceux qui n'ont pas eu d'accès ou dont l'éducation a été interrompue. ■

### EN BREF

#### FINANCEMENT CLIMATIQUE : PEU DE PROGRÈS

Alors que les diplomates du climat viennent de terminer deux semaines de négociations à Bonn sur le financement climatique, les progrès sont encore attendus. L'objectif des négociations de juin 2024 sur le climat, est d'aboutir à un nouvel engagement des pays développés à assurer le financement des dégâts à la nature ainsi que du coup de l'adaptation avant la COP29, prévu à Bakou en novembre 2024. Les discussions depuis l'évaluation de l'adaptation au changement climatique jusqu'au bilan de l'année dernière à Dubaï, ont été retardées à cause de différends financiers entre les pays développés et ceux en développement. Or, les Nations Unies doivent parvenir à un accord lors de la COP29 autour d'un nouvel objectif mondial de financement climatique qui devrait entrer en vigueur après 2025. Annoncées comme priorités selon la présidence de la CP29, ces discussions ainsi que celles techniques sur le carbone n'ont pas connu d'avancées lors de la réunion de Bonn. Si les négociations de Dubaï avaient abouti à un accord sur la réduction des combustibles fossiles, de nombreux délégués ont fustigé l'absence d'engagement sur la nécessité d'accroître les « ambitions climatiques mondiales ». Sur le financement, de nombreux pays développés ont réduit leur budget évoquant des « pressions budgétaires », alors que les pays en développement confrontés au poids de la dette, rendant les dépenses en faveur de l'action climatique plus difficiles. Ces pays qui n'ont pu atteindre l'objectif annuel de 100 milliards de dollars, soutiennent des projets climatiques en grande partie grâce à leurs budgets d'aide étrangère. ■ F.M

## CANDIDAT OU PAS EN 2025 : ALASSANE OUATTARA FAIT PATIENTER LES IVOIRIENS

Comme le prévoit la Constitution ivoirienne, le Président de la République s'adresse une fois l'an au Congrès, qui réunit les députés et les sénateurs. En cette année préélectorale, les Ivoiriens s'attendaient, ce mardi 18 juin 2024, à ce qu'Alassane Ouattara se prononce sur son éventuelle candidature. Que nenni.

OUAKALTI OUARTARA



Le président ivoirien Alassane Ouattara a éludé la question de sa candidature en 2025.

Plus d'un observateur de l'espace politique ivoirien est sorti déçu de la salle de congrès de l'Hôtel Ivoire le mardi 18 juin 2024, après le discours du Président ivoirien face au Congrès (députés et sénateurs réunis). Et pour cause : même si l'exercice est d'ordre constitutionnel et annuel, certains s'attendaient à ce que, comme en mars 2020, il se prononce sur sa candidature ou non à l'élection présidentielle d'octobre 2025.

**Encore précoce ?** Selon la Présidente du Sénat, une cacique du Rassemble-

ment des Houphouëtistes pour la paix et la démocratie (RHDP), Kandia Camara, le Président de la République s'est tenu à « l'ordre du jour de la séance. Il n'était pas question de se prononcer sur une quelconque candidature ou non ». Fin mai, le RHDP, au cours d'une réunion politique, indiquait d'ailleurs que « Alassane Ouattara est le candidat naturel ». Ce dernier n'a pas encore donné sa réponse et son parti multiplie les cérémonies d'hommages à son égard, prétexte pour chanter ses louanges et renouveler l'engagement des militants auprès de leur mentor pour un

## Sahel La France va réduire ses effectifs militaires

La France envisage de maintenir environ 100 militaires au Gabon, au Sénégal, et en Côte d'Ivoire, contre respectivement 350, 350, et 600 actuellement. Au Tchad, les effectifs passeraient de 1 000 à 300. Sous réserve de modifications, le dispositif comptera environ 600 militaires, avec la possibilité d'augmenter ponctuellement les effectifs selon les besoins des partenaires. En février dernier, Emmanuel Macron a chargé l'ancien ministre Jean-Marie Bocquel de discuter des nouvelles modalités de la présence militaire française avec les partenaires africains. La France souhaite une présence moins visible mais maintenir un accès logistique, humain et matériel. Il y a deux ans, la France avait environ 1 600 soldats prépositionnés en Afrique de

l'Ouest et au Gabon, et plus de 5 000 militaires au Sahel dans le cadre de l'opération Barkhane. Toutefois, les gouvernements de transition au Mali, au Burkina Faso et au Niger ont conduit à une réduction de la présence française, laissant le Tchad comme dernier pays du Sahel à accueillir des troupes françaises. Le futur dispositif doit permettre de maintenir des relations avec les autorités militaires locales, garantir des accès stratégiques, recueillir du renseignement et poursuivre les partenariats opérationnels. Les missions de combat seront remplacées par des missions de formation et de soutien. La base française de Djibouti, avec 1 500 militaires, ne sera pas affectée par cette réduction, la France souhaitant conserver ce point d'appui stratégique. ■

autre mandat. Il faudra sûrement attendre en début 2025 pour qu'Alassane Ouattara (82 ans) se prononce sur sa volonté ou non de briguer un autre mandat. Les candidats putatifs devront ronger encore leur frein longtemps.

**Insatisfaction...** Les députés de l'opposition sont sortis quelque peu en colère après le discours de près d'une heure. Ceux du Parti des peuples africains (PPA-CI) s'attendaient à ce que le Président de la République se prononce sur une loi d'amnistie en faveur de l'ancien Président Laurent Gbagbo, afin de lui permettre d'être candidat en 2025, comme l'a indiqué le député Gervais Tcheidé. Pour rappel, Laurent Gbagbo ne figure plus sur la liste électorale et seule une loi d'amnistie pourrait changer son destin. Au niveau du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), les parlementaires ont indiqué être restés sur leur faim car le Président « n'a pas fait de propositions concrètes sur les sujets comme la vie chère et le coût de l'électricité », a lancé son Porteparole Soumaïla Brédoumy. ■

### UNE SEMAINE DANS LE MONDE

#### CORÉES : LES INCIDENTS SE MULTIPLIENT ENTRE LES DEUX VOISINS

Plusieurs dizaines de soldats nord-coréens ont franchi la frontière avec la Corée du Sud, avant de battre en retraite sous les tirs de sommation de l'armée, a annoncé ce mardi 18 juin l'État-major interarmées de Séoul. C'est la deuxième fois en moins de deux semaines que des soldats nord-coréens franchissent la ligne de démarcation inter-coréenne, qui sépare les deux États. Lors d'un autre incident, plusieurs soldats nord-coréens ont été blessés par l'explosion de mines alors qu'ils travaillaient près de la frontière, a également annoncé l'État-major interarmées. Depuis quelques mois, la Corée du Nord s'emploie à démanteler les routes et les voies ferrées qui la relient au Sud à l'époque où les relations entre les deux pays étaient meilleures. Selon un responsable de l'État-major sud-coréen, l'armée du Nord est en train de renforcer les fortifications de son côté de la frontière en posant des mines, en construisant de nouvelles barrières antichars et en déboisant de larges zones. Les relations entre le nord et le sud traversent actuellement une période parmi les plus tendues depuis des années. ■

### ÉCHOS DES RÉGIONS

#### MOPTI : UNE SEMAINE CULTURELLE POUR PROMOUVOIR LA PAIX

Mopti, la Venise malienne, accueille du 19 au 23 juin 2024, la 2ème édition de la semaine culturelle de la ville. Cette manifestation artistique et culturelle, initiée par la commune urbaine de Mopti, entend vivifier le tourisme culturel de la région. Longtemps considérée comme une zone à risque à cause de l'insécurité qui y règne, la région de Mopti tant bien que mal tente de valoriser cette destination touristique. Elle est organisée autour du thème : « la culture facteur de paix, de sécurité et de développement ». La semaine culturelle vise à promouvoir les richesses culturelles et artistiques, à relancer la vie culturelle et touristique de la région et contribuer au renforcement de la paix et de la cohésion sociale. Un concours entre les quartiers de Mopti, des expositions d'art, des projections de films locaux, des dégustations de plats traditionnels et des ateliers d'art et artisanaux pour enfants ainsi que l'assainissement sont entre autres les activités qui étoffent le programme de cette deuxième édition de la semaine culturelle. ■ F.M

## ÉRIC SÉKOU CHELLE ET LES AIGLES, L'AVENTURE AURA DURÉ DEUX ANS

Le monde du football est très exigeant. Une accumulation de mauvais résultats coûte très souvent cher. Nommé en mai 2022 en remplacement de Mohamed Magassouba, le sélectionneur des Aigles Eric Sékou Chelle a été limogé de son poste le 13 juin.

BOUBACAR SIDIKI HAÏDARA



Malgré un bon bilan, **Eric Sékou Chelle** a été démis de ses fonctions de sélectionneur des Aigles.

La décision a été prise par le Comité exécutif de la Fédération malienne de football réuni en session extraordinaire. Les responsables de la FEMAFoot n'ont pas dévoilé les raisons du limogage de Chelle dans leur communiqué. Mais ce dernier paie très certainement les résultats des deux derniers matchs des Aigles, ainsi

que sa communication, jugée approximative. Pourtant, le bilan chiffré d'Eric Sékou Chelle a la tête des Aigles est assez flatteur. En 23 matchs, il en a remporté 14, pour 6 matchs nuls et 3 défaites, 42 buts inscrits et 12 encaissés. Mais cela n'a pas suffi. Depuis la cruelle élimination face à la Côte d'Ivoire lors de la CAN, où sa responsabi-

lité a été engagée par plusieurs acteurs, la pression s'était intensifiée autour du sélectionneur. Beaucoup lui ont reproché ses changements face aux Eléphants et plus récemment, à domicile, contre les Black Stars du Ghana (Défaite 1-2). Le match nul face à des Malgaches réduits à 10 depuis la 15ème minute, qui fait stagner les Aigles à la 4ème place de leur groupe de qualification pour le Mondial 2026 restera donc comme la dernière rencontre dirigée par Chelle. Il est à noter que les conditions de voyage chaotiques n'ont pas favorisé une bonne prestation de l'équipe, arrivée en Afrique du Sud seulement quelques heures avant le match. Eric Sékou Chelle fait aussi certainement les frais de sa mauvaise communication en tant que sélectionneur. Il avait déclaré qu'Yves Bissouma, l'une des stars de l'équipe, était légèrement en dessous d'autres joueurs dans son système en losange. Il a par la suite regretté ses propos sur une radio. Lors de ce passage médiatique, il a confié avoir été surpris comme tout le monde de voir Adama Noss Traoré prendre le ballon pour tirer le penalty face à la Côte d'Ivoire. Un penalty raté que beaucoup de Maliens ont du mal à digérer. Certains ont estimé qu'il jetait son joueur en pâture. La FEMAFoot est désormais en quête d'un nouveau sélectionneur pour les échéances à venir. Le nom de Florent Ibenge, ancien coach de la RDC, a été évoqué, mais des sources proches de la fédération ont démenti tout contact avec le Congolais. ■

## Massadio Haidara Sur la liste des transferts ?

Selon le journaliste souvent très bien informé Sacha Tavoileri, les dirigeants Sang et Or ont placé six joueurs sur la liste des transferts en vue de leur vente lors du mercato estival. Il s'agit d'Adrien Thomasson, Stijn Spierings, Angelo Fulgini, Wesley Saïd, Massadio Haidara et Adam Buksa. La vente de ces joueurs, ajoutée à d'autres recettes, devrait permettre au club de faire 111 millions d'euros d'économie. Arrivé au RC Lens en 2018, le Malien Massadio Haidara, qui était en fin de contrat en juin 2023, a prolongé jusqu'en juin 2025. Convoité par le FC Nantes l'hiver dernier, il devait quitter les Sang et Or avec une indemnité de transfert de 1,5 millions d'euros et s'engager avec les Canaris pour deux saisons et demi. Mais le RC Lens avait conditionné son départ au recrutement préalable de son remplaçant, ce qui ne s'est pas concrétisé et a mis fin aux possibilités de transfert. ■ **B.S.H**



## CARTONS DE LA SEMAINE

**L'Allemagne** est devenue le 19 juin la première équipe qualifiée pour les huitièmes de finale de l'Euro. La sélection allemande qui joue à domicile a pour objectif de remporter la compétition.

**La Croatie**, finaliste de la coupe du monde en 2018 est dos au mur lors de l'Euro 2024. Après sa défaite inaugurale 3-0 face à l'Espagne, les Croates ont concédé le nul 2-2 face à l'Albanie. Avant son dernier match de groupe face à l'Italie, la Croatie est dernière de son groupe.

Donnez votre avis sur Journal du Mali

## JEUX OLYMPIQUES, L'INSTITUT FRANÇAIS TIENT UNE EXPOSITION SUR LES ATHLÈTES MALIENS

À quelques semaines du lancement des Jeux Olympiques de Paris 2024, l'Institut Français du Mali a initié une exposition qui met en lumière les sportifs maliens déjà qualifiés pour participer à cette compétition, prévue du 26 juillet au 10 août à Paris. Débutée le 11 juin dernier, cette exposition se poursuit jusqu'au 10 septembre prochain.

BOUBACAR SIDIKI HAÏDARA



L'exposition en cours à l'institut français jusqu'en septembre dresse le portrait de plusieurs athlètes maliens.

Dans le but de mettre en valeur les sportifs maliens déjà qualifiés pour les Jeux Olympiques de Paris 2024, l'Institut Français du Mali a initié une exposition inédite démarrée le 11 juin dernier et qui se tiendra jusqu'au 10 septembre prochain. Elle met en lumière certains héros, tels que Kamory Doumbia ou encore Fodé Sissoko, qui ont marqué l'année sportive.

Le premier cité, dont un maillot dédié est à gagner chaque semaine durant l'exposition, pourrait être le fer de lance des Aigles Espoirs qui vont disputer le tournoi de football. Le Mali se trouve dans le groupe D avec le Paraguay, Israël et le Japon. Les Aiglons joueront leur premier match face à Israël le 24 juillet au Parc des Princes. C'est la deuxième fois qu'une sélection

de football du Mali participe à un tournoi olympique. La première, c'était à Athènes, en 2004. L'équipe avait atteint les quarts de finale et perdu face à l'Italie 1-0. Étoile montante de l'athlétisme malien, Fodé Sissoko, qui vit et s'entraîne à Lille, en France, depuis plusieurs années, est également à l'honneur. Sissoko, qui a déjà participé aux JO de Tokyo, va de nouveau entrer dans le cercle olympique, cette fois-ci dans son pays d'adoption. En sus, l'exposition met également à l'honneur un athlète paralympique, Daouda Coulibaly, qui va concourir en break dance. Les Jeux Paralympiques se tiendront du 28 août au 8 septembre. « Tout le monde s'intéresse au sport et l'Institut Français doit également s'y intéresser. Notre objectif est de faire découvrir aux jeunes qui fréquentent l'IFM l'histoire des Jeux Olympiques et de partager avec eux les valeurs de l'olympisme, du sport. C'est l'évènement de l'année, avec la participation de 206 pays. Il était important d'en faire des échos ici, à Bamako » assure Patrick Perez, Directeur de l'Institut Français du Mali et Conseiller de Coopération et action culturelle à l'ambassade de France au Mali. L'exposition retrace également la riche histoire des Jeux Olympiques et de ceux qui se sont tenus en France. C'est la troisième fois de l'histoire que le pays va accueillir les Jeux olympiques, après Paris en 1900 et 1924. ■

## INFO PEOPLE

**GASPI ET 2BTO KING FONT FLOP**



Après s'être copieusement classés, c'est sur un autre terrain que les rappeurs 2Bto King et Gaspi portaient leur affrontement, les concerts. 2Bto, autoproclamé meilleur rappeur malien, a tenu le sien le 17 juin, fête de Tabaski, sur la Place du Cinquantenaire. Habitué du Magic Ciné (ex-Babemba) il s'attaquait à une scène plus grande. Mais les images du concert font état d'un échec, avec une place loin d'être remplie, de la pluie et des pannes techniques. Gaspi, en concert le 18 juin au Palais des Sports, a également cherché « son public ». Son concert a été, d'après les images, un flop.



**JUSTIN TIMBERLAKE ARRÊTÉ EN ÉTAT D'IVRESSE**



Arrêté au volant dans Les Hamptons, près de New York, Justin Timberlake a été présenté à la justice ce mardi et formellement inculpé pour conduite en état d'ivresse. Le chanteur américain devra à nouveau comparaître le 26 juillet, alors qu'il est censé être en Pologne dans le cadre de sa tournée mondiale. Il pourrait toutefois être représenté par un avocat. Lors de son arrestation, le chanteur a refusé de souffler dans l'éthylotest, ce qui est son droit mais pourrait lui coûter une suspension de permis pour un an dans l'État de New York.

Journal du Mali  
L'hebdo

Directeur de publication :  
Mahamadou CAMARA  
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :  
Aurélien DUPIN  
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :  
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :  
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :  
Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOUI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.  
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près MÆVA Palace - Bamako  
Tél : +223 20 23 00 66  
www.journaldumali.com  
contact@journaldumali.com



*Consommer Sahel Infusion,  
c'est consommer le Made in Mali.*



Tél : (+223) 20 21 04 07 / 66 75 84 79 / 66 74 96 62 / 66 74 67 78

Site web : [www.sahelinfusion.com](http://www.sahelinfusion.com)